DIAL 3124

BRÉSIL - Des groupes indiens s'opposent à la construction de barrages

Noticias Aliadas

mardi 2 novembre 2010, par Dial

Dans la continuité de l'article publié en octobre 2009 sur les nouveaux projets de centrales hydro-électriques au Chili (DIAL 3074), DIAL publie dans ce numéro deux textes parus fin septembre sur le site de Noticias Aliadas et présentant les luttes en cours contre des projets de construction de barrages au Brésil et au Pérou.

Des communautés autochtones affirment que des projets hydroélectriques menacent leur culture, leur santé et leur bien-être.

Les membres de communautés indiennes ont dénoncé les énormes atteintes à l'environnement, à la santé et à la culture qu'entraînerait la construction de plusieurs centrales hydroélectriques sur des affluents de l'Amazone, et ont exigé du gouvernement qu'il revienne sur sa décision de soutenir ces projets pharaoniques.

Dans une lettre ouverte intitulée « Lettre des quatre rivières », publiée le 27 août après que le président Luiz Inácio Lula da Silva eut donné son feu vert à la construction du barrage de Belo Monte, pour un coût de 11 milliards de dollars, de nombreux groupes indiens et organisations de défense des droits humains déclarent que les centrales électriques programmées sur les rivières Madeira, Tapajós, Xingu et Teles Pires signifient l'évacuation *manu militari* des populations et la criminalisation de la contestation sociale.

« Les menaces qui pèsent sur les populations des rivières Madeira, Tapajós, Xingu et Teles Pires font également partie de nos préoccupations, provoquées par les faux discours de progrès, de développement, de création d'emplois et d'amélioration da la qualité de vie dont nous abreuvent des gouvernements et des consortiums d'entreprises qui préfèrent visiblement la démagogie à la vraie information, cette dernière étant niée dans tout le processus d'octroi de licences et de mise en œuvre des projets », peut-on lire dans cette lettre rédigée par des groupes indiens à l'issue d'une réunion tenue à Itaituba dans le Pará, État du nord du Brésil située en zone amazonienne. « Nous condamnons la privatisation de nos ressources naturelles, qui provoque l'insécurité et la dégradation de villages, de cultures et de connaissances millénaires, de nos forêts, de nos rivières et de notre biodiversité. »

Le 27 de septembre, le ministère public fédéral de l'État du Pará, après avoir rencontré des communautés indiennes locales, a fait une déclaration où elle dit que « la concrétisation du projet n'est pas encore d'actualité, mais nous nous inquiétons de voir que ces familles n'ont pas reçu d'informations concrètes sur son déroulement ».

Le ministère public a indiqué que, selon des membres des communautés, des travailleurs du consortium Norte Energia, concessionnaire de la construction du barrage, avaient pénétré sur leurs terres sans permis.

Outre le barrage de Belo Monte, qui devrait être le troisième du monde par la taille, ceux de Santo Antônio et Jirau sur le fleuve Madeira, en Amazonie occidentale brésilienne – dont le coût initial s'élève à cinq milliards de dollars – figurent parmi les projets d'infrastructure les plus controversés.

Des écologistes ont observé que les deux barrages en construction, qui s'inscrivent dans le cadre de l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA) [1], causent déjà des dommages irréversibles dans la population de poissons du fleuve, qui constitue la principale source de protéines pour des dizaines de groupes indiens, dont certains ont délibérément choisi de vivre dans cette zone isolée.

« Les incidences à craindre sur l'environnement et la société – déplacement de population, menaces pour la sécurité alimentaire, exposition croissante aux maladies, pression sur des services sociaux déjà fragiles, risques pour la biodiversité et émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation – font que le complexe de Madeira laisse présager un échec retentissant du "développement" », a affirmé l'organisation écologiste états-unienne Rainforest Alliance.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3124.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : Noticias Aliadas, 29 septembre 2010.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 2905 - « AMÉRIQUE DU SUD - Sommets de Cochabamba : vers quelle intégration ?, 2945 - « BOLIVIE - Le projet de complexe hydroélectrique du rio Madeira et 3084 - « BOLIVIE-BRÉSIL - Le gouvernement d'Evo Morales ferme les yeux sur les barrages de Lula ».